

**Arrêté temporaire n°2026-151
Portant réglementation du stationnement**

AVENUE DU GENERAL GALLIENI (D661)

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU la demande en date du 27/03/2026 émise par Rousselot Manutention demeurant 320 Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres représentée par Madame Elodie Mathias aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement,

CONSIDÉRANT que des travaux de reprise du distributeur bancaire rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 13/04/2026 AVENUE DU GENERAL GALLIENI (D661),

ARRÊTE

Article 1

Le 13/04/2026, le stationnement des véhicules est interdit de 9h à 17h sur 15 mètres au droit du 33 AVENUE DU GENERAL GALLIENI (D661). Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Rousselot Manutention.

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Sainte-Savine, le 02 avril 2026

MAGLOIRE //

DIFFUSION:

- Rousselot Manutention

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.